

54. Atti internazionali firmati fra l'Italia ed altri Stati da una parte e la Turchia dall'altra, firmati a Losanna il 24 luglio 1923. Testo francese.

Storia: questo trattato è stato firmato a Losanna il 24 luglio 1923, è stato ratificato dall'Italia in base al regio decreto legge 31 gennaio 1924 n. 343 convertito dalla legge 15 luglio 1926 n. 1588, è entrato in vigore in Italia il 6 agosto 1924 e non vi è più in vigore.

Paesi aderenti: Belgio, Cecoslovacchia, Cina, Cuba, Francia, Giappone, Gran Bretagna, Grecia, Italia, Jugoslavia Nicaragua, Panama, Polonia, Portogallo, Romania, Siam, Stati Uniti da una parte e Turchia dall'altra.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi da Société des Nations, Recueil des traités, Ginevra, 1925, pp. 35 ss.; le notizie qui fornite sono tratte dalla banca dati ITRA (trattati internazionali) della Camera dei deputati.

a) Testo francese.

Traité de Lousanne du 24 juillet 1923.

L'empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, la Romanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovene, d'une part;

et la Turquie, d'autre part;

Soucieux de rétablir entre eux les relations d'amitié et de commerce nécessaires au bien-être commun le leurs nations respectives,

Et considérant que ces relations doivent être basées sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats,

Les Hautes Parties Contractantes ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(i nomi sono qui omissi)

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

SECTION IV

PROPRIETE INDUSTRIELLE, LITTERAIRE OU ARTISTIQUE

86. Sous réserve des stipulations du présent Traité, les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, tel qu'ils existant au 1 août 1914 conformément à la législation de chacun des pays contractants, seront rétablis ou restaurés, à partir de la mise en vigueur du présent Traité dans les territoires des Hautes Parties Contractantes, en faveur des personnes qui en étaient bénéficiaires, au moment où l'état de guerre a commencé d'exister, ou de leurs ayants droit. De même les droits qui si la guerre n'ayant pas eu lieu, auraient pu être acquis pendant la durée de la guerre, à la suite d'une demande légale faite pour la protection de la propriété industrielle ou de la publication d'une oeuvre littéraire ou artistique, seront reconnus et établis en faveur des personnes qui auraient des titres, à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

Sans préjudice des droits qui doivent être restaurés en vertu de la disposition ci-dessus, tous actes (y compris l'octroi de licences) faits en vertu des mesures spéciales qui auraient été prises pendant la guerre par une autorité législative, exécutive ou administrative d'une Puissance alliée à l'égard des droits des ressortissants ottomans en matière de propriété industrielle, littéraire ou artistique, demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets. Cette stipulation s'appliquera mutatis mutandis aux mesures correspondantes des autorités turques prises à l'égard des droits des ressortissants d'une Puissance alliée quelconque.

87. Un délai minimum d'une année, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux ressortissants turcs sur le territoire de chacune des autres Puissances contractantes et aux ressortissants de ces Puissances en Turquie pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque Etats pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1 août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la

suite d'une demande faite, avant la guerre ou pendant sa durée, ainsi que pour y former opposition.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous la réserve toutefois en ce qui concerne les brevets et dessins, que chaque Puissance alliée ou associée pourra prendre les mesures qu'elle jugerait équitablement nécessaires pour la sauvegarde des droits des tiers qui auraient exploité ou employé des brevets ou des dessins pendant le temps où ils étaient frappés de déchéance.

La période comprise entre le 1 août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Traité n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou de dessins et il est convenu en outre qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin qui était encore en vigueur au 1 août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation, du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

88. Aucune action ne pourra être intentée ni aucune revendication exercée, d'une part, par des ressortissants turcs, ou par des personnes résidant ou exerçant leur industrie en Turquie, et, d'autre part, par des ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant ou exerçant leur industrie sur le territoire de ces Puissances, ni par les tiers auxquels ces personnes auraient cédé leurs droits pendant la guerre, à raison de faits qui se seraient produits sur le territoire de l'autre partie, entre la date de l'état de guerre et celle de la mise en vigueur du présent Traité et qui auraient pu être considérés comme portant atteinte à des droits de propriété industrielle ou de propriété littéraire ou artistique ayant existé à un moment quelconque pendant la guerre ou qui seront rétablis conformément aux article 86.

Parmi les faits ci-dessus visés, sont compris l'utilisation par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes ou par toute personne pour le compte de ces Gouvernements ou avec leur assentiment de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, aussi bien que la vente, la mise en vente ou l'emploi de produits, appareils, articles ou objets quelconques auxquels s'appliqueraient ces droits.

89. Les contrats de licence d'exploitation de droits de propriété industrielle ou de reproduction d'œuvres littéraires ou artistiques, conclus avant l'état de guerre, entre les ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant sur leur territoires ou y exerçant leur industrie d'une part, et des ressortissants ottomans d'autre part, seront considérés comme résiliés, à dater de l'état de guerre, entre la Turquie et la Puissance alliée. Mais, dans tous les cas, le bénéficiaire primitif d'un de ce genre aura le droit, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'exiger du titulaire des droits la concession d'une nouvelle licence, dont les conditions, à défaut d'entente entre les parties, seront fixées par le Tribunal Arbitral Mixte prévu à la Section V de la présente Partie. Le Tribunal pourra, s'il y a lieu, fixer alors le montant des redevances qui lui paraîtraient justifié, en raison de l'utilisation des droits pendant la guerre.

90. Les habitants des territoires détachés de la Turquie en vertu du présent Traité conserveront, nonobstant cette séparation et le changement de nationalité qui en résultera, la pleine et entière jouissance en Turquie de tous les droits de propriété industrielle et de propriété littéraire et artistique, dont ils étaient titulaires suivant la législation ottomane, au moment de ce transfert.

Les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en vigueur sur les territoires détachés de la Turquie en vertu du présent Traité, au moment de cette séparation ou qui seront rétablis ou restaurés par application de l'article 86, seront reconnus par l'État auquel sera transféré ledit territoire et demeureront en vigueur sur ce territoire, pour la durée qui leur sera accordée suivant la législation ottomane.

91. Tout octroi de brevets d'invention ou enregistrement de marques de fabrique aussi bien que tout enregistrement de transfert ou cession de brevets ou de marques de fabrique, qui ont été dument effectués depuis le 30 octobre 1918 par le Gouvernement impérial ottoman à Constantinople ou ailleurs, seront soumis au Gouvernement turc et enregistrés sur la, demande des intéressés présentée dans un délai

de trois mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité. Cet enregistrement aura effet à compter de la date de l'enregistrement primitif.
(omissis)

b) Testo inglese.

Treaty of Losanne, July 24, 1923.

The British Empire, France, Italy and Japan, Roumania, The Serb-Croat-Slovene State

These Powers being described in the present Treaty as the Principal Allied and of the one part ;

And Turkey on the other part;

Being united in the desire to bring to a final close the state of war which has existed in the East since 1914,

Being anxious to re-establish the relations of friendship and commerce which are essential to the mutual well-being of their respective peoples,

And considering that these relations must be based on respect for the independence and sovereignty of States,

Have decided to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

(i nomi sono qui omissi)

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

SECTION VII.

INDUSTRIALE PROPERTY

86. Subject to the stipulations of the present Treaty, rights of industrial, literary and artistic property, as such property is defined by the International Conventions of Paris and of Berne, mentioned in Article 286, shall be re-established or restored, as from the coming into force of the present Treaty, in the territories of the High Contracting Parties, in favour of the persons entitled to the benefit of them at the moment when the state of war commenced or their legal representatives. Equally, rights which, except for the war, would have been acquired during the war in consequence of an application made for the protection of industrial property, or the publication of a literary or artistic work, shall be recognised and established in favour of those persons who would have been entitled thereto, from the coming into force of the present Treaty.

97. A minimum of one year after the coming into force of the present Treaty shall be accorded to the nationals of the High Contracting Parties, without extension fees or other penalty, in order to enable such persons to accomplish any act, fulfil any formality, pay any fees, and generally satisfy any obligation prescribed by the laws or regulations of the respective States relating to the obtaining, preserving, or opposing rights to, or in respect of, industrial property either acquired before August 1, 1914, or which, except for the war, might have been acquired since that date as a result of an application made before the war or during its continuance

All rights in, or in respect of, such property which may have lapsed by reason of any failure to accomplish any act, fulfil any formality, or make any payment, shall revive, but subject in the case of patents and designs to the imposition of such conditions as each Allied or Associated Power may deem reasonably necessary for the protection of persons who have manufactured or made use of the subject matter of such property while the rights had lapsed. Further, where rights to patents or designs belonging to Turkish nationals are revived under this Article, they shall be subject in respect of the grant of licences to the same provisions as would have been applicable to them during the war, as well as to all the provisions of the present Treaty.

The period from August 1, 1914, until the coming into force of the present Treaty shall be excluded in considering the time within which a patent should be worked or a trade mark or design used, and it is further agreed that no patent, registered trade mark or design in force on August 1, 1914, shall be subject to revocation or cancellation by reason only of the failure to work such patent or use such trade mark or design for two years after the coming into force of the present Treaty.

88. No action shall be brought and no claim made by persons residing or carrying on business within the territories of Turkey on the one part and of the Allied or Associated Powers on the other, or persons who are nationals of such Powers respectively, or by any one deriving title during the war from such persons, by reason of any action which has taken place within the territory of the other party between the date

of the declaration of war and that of the coming into force of the present Treaty, which might constitute an infringement of the rights of industrial property or rights of literary and artistic property, either existing at any time during the war or revived under the provisions of Articles 307 and 308.

99. Licenses in respect of industrial, literary or artistic property concluded before the war between nationals of the Allied or Associated Powers or persons residing in their territory or carrying on business therein, on the one part, and Turkish nationals, on the other part, shall be considered as cancelled as from the date of the declaration of war between Turkey and the Allied or Associated Power. But, in any case, the former beneficiary of a contract of this kind shall have the right, within a period of six months after the coming into force of the present Treaty, to demand from the proprietor of the rights the grant of a new license, the conditions of which, in default of agreement between the parties, shall be fixed by the duly qualified tribunal in the country under whose legislation the rights had been acquired, except in the case of licenses held in respect of rights acquired under Turkish law. In such cases the conditions shall be fixed by the Mixed Arbitral Tribunal referred to in Section VI of this Part. The tribunal may, if necessary, fix also the amount which it may deem just should be paid by reason of the use of the rights during the war.

90. The inhabitants of territories separated from Turkey by virtue of the present Treaty shall, notwithstanding this separation and the change of nationality consequent thereon, continue to enjoy in Turkey all the rights in industrial, literary and artistic property to which they were entitled under Turkish legislation at the time of the separation.

Rights of industrial, literary, and artistic property which are in force in the territories separated from Turkey under the present Treaty at the moment of the separation of these territories from Turkey, or which will be re-established or restored in accordance with the provisions of Article 306 of the present Treaty, shall be recognised by the State to which the said territory is transferred and shall remain in force in that territory for the same period of time given them under the Turkish law.

(omissis)